

Saratou KOBRE

Email : kobresaratou@gmail.com
ORCID : [0009-0006-0841-3266](https://orcid.org/0009-0006-0841-3266)
Université Saint Thomas d'Aquin

Augustin KINDA

Email: augustinkinda5@gmail.com
ORCID : [0000-0003-4170-1121](https://orcid.org/0000-0003-4170-1121)
CEDRES Université Thomas Sankara

L'effet de la structure fiscale sur la croissance économique : analyse empirique de quelques pays d'Afrique de l'Ouest

Résumé : La plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest souffrent de leurs faibles mobilisations des ressources internes notamment les recettes fiscales pour leur permettre d'atteindre les objectifs de développement durable. Pour percevoir l'effort de la mobilisation des recettes fiscales et l'implication des composantes de la fiscalité sur la croissance économique, cette recherche examine la relation entre la structure fiscale et la croissance économique en Afrique de l'Ouest. Elle utilise la méthode *Panel Corrected Standard Error et Generalized Least Squares* avec des données de panels des pays de d'Afrique de l'Ouest, couvrant la période de 2004-2019. Les résultats de notre travail montrent que la fiscalité de porte a des effets positifs et statistiquement significatifs sur la croissance économique. Ces résultats appellent à prendre des mesures pour augmenter la fiscalité de porte en vue de stimuler la croissance économique pour atteindre au moins le plancher de 20% de pression fiscale fixé par l'UEMOA.

Mots-clés : Croissance économique – Structure fiscale – Afrique de l'Ouest.

The effect of the tax structure on economic growth: empirical analysis of some West African countries

Abstract: Most West African countries suffer from poor mobilisation of domestic resources, particularly tax revenue, to enable them to achieve their sustainable development goals. This study examines the relationship between tax structure and economic growth in West Africa in order to assess the effort required to mobilise tax revenues and the impact of tax components on economic growth. It uses the *Panel Corrected Standard Error and Generalized Least Squares* methods with panel data from West African countries, covering the period 2004-2019. The results of our work show that door-to-door taxation has positive and statistically significant effects on economic growth. These results call for measures to increase gate taxes with a view to stimulating economic growth, in order to achieve at least the 20% minimum tax rate set by the WAEMU.

Keywords: Economic growth – Tax structure – West Africa .

JEL Classification : O47- O23 - O55.

Received for publication: 20250217.

Final revision accepted for publication: 20250630

1. Introduction

La croissance économique est un indicateur clé du développement et du progrès économique d'un pays aussi bien développé que sous-développé. L'Afrique est considérée comme le continent le moins développé et sa croissance moyenne du PIB réel a ralenti au cours de l'année 2022 (3,8 %) contre celle de 2021 (4,8 %), dans un contexte de défis majeurs consécutifs au choc de la Covid-19 et à l'insécurité ([Banque Africaine de Développement, 2023](#)).

[Barro \(1990\)](#) soutient que la mobilisation interne de ressources devient un facteur stimulant de l'investissement interne. Pour ce faire, il faut que les institutions fonctionnent normalement et que le niveau de corruption soit faible. Dans ces conditions, les recettes fiscales peuvent financer les dépenses publiques. Ce qui conduit [Lucas, \(1988\)](#), [Romer \(1986\)](#) et [Barro \(1990\)](#) à dire que les recettes fiscales deviennent un outil de la croissance économique. A cet effet, les recettes fiscales peuvent être utilisées pour financer les secteurs productifs tels que l'agriculture, l'industrie, l'élevage et permettent de créer des incitations pour soutenir la croissance et l'emploi ([Stoilova, 2017](#)).

Des auteurs comme [Ogbonna et Ebimobwei \(2012\)](#), [Nantob \(2017\)](#) et [Stoilova \(2023\)](#), ont montré l'effet de la structure fiscale sur la croissance. Pour eux la structure fiscale est favorable à la croissance. Certaines études notamment [Gashi et al. \(2018\)](#) et [Mdanat et al. \(2018\)](#), ont montré l'impact positif ou négatif de la structure fiscale sur la croissance économique. Quant à [Engen et Skinner \(1992\)](#), ils pensent que l'impact de la politique fiscale sur la croissance est négligeable à court terme et négative à long terme.

En Afrique de l'Ouest, particulièrement le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo, les performances économiques diffèrent sur de nombreux aspects du développement. La région abrite certains des pays les moins avancés du continent. En 2018, le revenu par habitant se situait entre 452 dollars au Niger et 3 678 dollars au Cap-Vert. Neuf pays ont enregistré une croissance du PIB réel d'au moins 5 % en 2017 et 2018, et cinq d'entre eux connaissent une telle croissance depuis 2014 – 2016 ([Banque Africaine de Développement, 2019](#)). Le financement du développement apparaît comme un problème dans des pays en développement. Pour les pays de l'Afrique de l'Ouest, parmi les moyens de financement de leurs économies, la fiscalité pourrait être une option salvatrice, étant donné le renchérissement du coût de la dette.

Les pays de l'Afrique de l'Ouest tirent principalement leurs ressources internes sur la fiscalité. La plupart de ces pays souffrent de leurs faibles mobilisations des ressources internes notamment la mobilisation des recettes fiscales. Le taux d'imposition moyen tourne au tour 15.7% en 2017 et 16.1% en 2018 ([Banque Mondiale, 2019](#)). Ce qui est nettement en deçà du taux de 20% pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), conformément au critère de convergence de l'UEMOA édictée dans l'article 8 de l'acte additionnel. Par ailleurs, le niveau d'endettement extérieure tourne au tour de

45,4% en 2017 à 47,8% en 2018 ([Banque Mondiale, 2019](#)), ce qui montrent davantage sa dépendance vis-à-vis de du reste monde.

La structure fiscale est définie comme étant la composition des recettes fiscales, ([OCDE-, 2009](#)). Il existe plusieurs manières de structurer la fiscalité selon l'assiette, l'agent collecteur, administratif, économique, l'incidence... Ces critères de classification ont un rapport avec le degré de libéralisme, la compétitivité internationale, la neutralité, la justice et la productivité de l'impôt ([Bracewell-Milness, 1976](#)). Selon le critère de l'incidence, la distinction s'établirait entre les impôts directs et impôts indirect. La classification administrative et selon l'agent collecteur structure la fiscalité en fiscalité intérieure et en fiscalité de porte.

La fiscalité intérieure concerne les transactions et les activités nationales. Elle constitue la part de l'impôt sur les biens et service et l'impôt sur le revenu et profit. Tandis que la fiscalité de porte concerne les échanges transfrontaliers. Elle représente la part de l'impôt sur le commerce international. Ces deux composantes sont d'une importance majeure pour les gouvernements.

La mobilisation des recettes fiscales a connu une hausse dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest au cours de la période 2022 -2023. Au Burkina Faso durant cette période, la fiscalité de porte a connu une hausse de 15,81 milliards contrairement à la fiscalité intérieure qui a connu un accroissement plus important soit 38,56 milliards pour les impôts sur les biens et services et 31,5 milliards pour l'impôt sur le revenu, les bénéfices et gain en capital ([Comité d'Elaboration de Validation des Finances Publiques, 2023](#)).

Au regard des contradictions soulevés par la littérature empirique et la faible mobilisation des recettes fiscales dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, des interrogations surgissent quant à l'effet de la structure fiscale sur la croissance économique dans ces pays. La structure fiscale a-t-elle réellement une influence sur la croissance économique des pays de l'Afrique de l'Ouest ?

Cette étude va contribuer à percevoir l'effort de la mobilisation des recettes fiscales et l'implication des composantes de la fiscalité sur la croissance économique dans quelques pays de l'Afrique de l'Ouest.

Pour la suite de cet article, quatre autres sections seront abordées. La première section propose une revue de la littérature. La deuxième consacrée à la méthodologie. La troisième est consacrée aux discussions des résultats. La quatrième et dernière section conclut en mettant en exergue les implications de politiques économiques tirées des résultats de l'étude.

2. La relation entre la fiscalité et la croissance

Plusieurs auteurs ont mis en évidence l'effet de la fiscalité sur la croissance économique dans plusieurs pays. Les résultats empiriques ont montré une divergence sur l'effet de la structure fiscale sur la croissance économique.

[Balasoïu et al. \(2023\)](#) utilisent des données de panel des 27 pays de l'Union Européenne (UE) couvrant la période 2008-2020 pour étudier l'impact de la fiscalité directe sur la croissance économique au niveau de deux groupes principaux de pays en ce qui concerne l'efficacité fiscale. Par ailleurs ils distinguent la fiscalité directe qui est défini par les impôts sur le revenu des personnes physiques et des sociétés et utilisent les méthodes à effet fixe et des méthodes GMM. Les résultats empiriques ont révélé que l'impôt sur le revenu des sociétés a un impact négatif significatif sur la croissance économique pour les deux groupes de pays à efficacité fiscale élevée (Belgique ; Allemagne, Autriche, France, Irlande, Pays-Bas, Finlande, Suède, Luxembourg et Danemark) et à efficacité fiscale limitée (Bulgarie, Grèce, Pologne, Croatie, Roumanie, Hongrie, Italie Tchèque, Slovaquie, Estonie, Espagne, Slovénie, Lituanie, Portugal, Lettonie, Chypre et Malte).

[Stoilova \(2023\)](#) étudie d'une part l'impact des recettes fiscales totales et d'autres part la structure fiscale c'est à dire les recettes fiscales directes et indirectes sur la croissance économique dans un échantillon de onze États membres de l'Union européenne situés en Europe centrale et orientale pour la période 2000-2021. La méthode des moindres carrés ordinaires est utilisée pour estimer les paramètres des modèles de régression. Les résultats ont montré que les recettes fiscales totales ont un impact positif et la structure des systèmes fiscaux ne semble pas entraver la croissance économique, dans la mesure où les recettes fiscales directes et indirectes ont un effet positif de soutien à la croissance.

[Neog, et Gaur \(2020\)](#) étudient la relation à long terme et à court terme entre la structure fiscale (la part de l'impôt individuel dans les recettes fiscales totales de l'État) et les performances de croissance au niveau de l'État en Inde pour la période 1991-2016. L'analyse est basée sur le modèle d'[Acosta-Ormaechea et Yoo \(2012\)](#). En utilisant les données de 14 États indiens, l'estimation par la méthode PMG (Pool Mean Group) indique que l'impôt sur le revenu et la taxe sur les produits et services ont des effets négatifs tandis que les taxes sur la propriété et les transactions en capital ont un effet positif significatif sur la croissance économique de l'État.

[Mdanat et al. \(2018\)](#) examinent l'impact de la structure fiscale qui est composée des impôts directs, impôts indirects et les recettes fiscale totales sur la croissance économique en Jordanie sur la période 1980-2015 en utilisant une méthode à correction d'erreurs. Les résultats ont montré que l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les personnes physiques influencent négativement la croissance du revenu par habitant. Ces impôts ont entraîné une baisse de la croissance du revenu par habitant à court et à long terme. Par contre, les droits de douane et les taxes à la consommation ont une influence positive sur la croissance du revenu par habitant. L'étude a montré

également que s'appuyer fortement sur une augmentation totale des impôts sans prendre en compte la structure fiscale du pays entraînerait une réduction du revenu par habitant.

3. Méthodologie

Cette partie expose le modèle théorique, le modèle empirique, la méthode utilisée pour l'analyse, les tests, la description des données et des variables de l'étude.

3.1. Spécification du modèle

Le modèle théorique de base de cette étude va s'appuyer sur le fondement de la croissance endogène pour établir les liens existants entre la structure fiscale et la croissance économique. Ce modèle va permettre de mettre en évidence le rôle du progrès technique et l'influence respective des facteurs travail et capital physique.

$$Y = A.K^{\alpha}L^{\beta} \quad (1)$$

avec Y= la production, A= progrès technique, K= capital, et L= le travail.

Après avoir linéarisé ce modèle multiplicatif, et introduit le temps nous obtenons la forme suivante :

$$y_t = a_t + \alpha k_t + \beta l_t + \varepsilon_t \quad (2)$$

Dans le cadre de cette étude, nous utilisons des données de panels du Burkina Faso, de la Cote d'Ivoire, du Ghana, du Mali et du Togo. Les principales sources des recettes fiscales en Afrique l'ouest proviennent essentiellement de la taxation des activités commerciales et des ressources naturelles. Une augmentation du taux de croissance du PIB peut être le résultat d'une réelle politique fiscale de porte et de fiscale à l'intérieure.

En posant $a = fp + fi$, un vecteur composé de la fiscalité de porte et la fiscalité intérieure, avec a : le progrès technique, fp : fiscalité de porte et fi : fiscalité intérieure.

La plupart des pays de notre étude ont un faible niveau en matière de technologie. La substitution de la technologie par la fiscalité de porte et la fiscalité intérieure peut jouer un rôle important dans la stimulation de la croissance locale et la réduction des inégalités.

En remplaçant a par son expression dans l'équation 2, on obtient :

$$y_t = fp_t + fi_t + \alpha k_t + \beta l_t + \varepsilon_t \quad (3)$$

où y_t symbolise le taux de croissance à la période t , fp_t la fiscalité de porte à la période t , fi_t , la fiscalité intérieure en période t , k_t le capital physique, l_t le capital travail et enfin α et β représentent respectivement les coefficients de la formation brute du capital fixe et celle de la population active.

L'introduction des indices des pays i dans l'équation (3), permet d'obtenir le modèle de panel dynamique suivant :

$$y_{it} = fp_{it} + fi_{it} + \alpha_{it}k_{it} + \beta_{it}l_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

avec y_{it} , le taux de croissance du pays i pour l'année t .

fp_{it}, fi_{it} , les recettes fiscales respectivement de porte et intérieure du pays i pour l'année t .

k_{it}, l_{it} , sont respectivement la formation brute du capital fixe ($fbcf_{it}$) et la population active (poa_{it}) du pays i pour l'année t .

ε_{it} représente les termes d'erreur du pays i pour l'année t .

En plus de ces variables ci-dessus, cette étude tient compte d'autres variables de contrôle telles que le degré d'ouverture (do_{it}), l'aide publique au développement (apd_{it}), le service de la dette (sd_{it}), l'inflation (inf_{it}), la stabilité politique (sp_{it}), l'efficacité du gouvernement (eg_{it}), la corruption ($corp_{it}$), les voix et responsabilités (vr_{it}), l'accès à l'électricité (al_{it}) et la masse monétaire (mm_{it}).

Le modèle se présente alors comme suit :

$$\begin{aligned} y_{it} = & \alpha_0 + \alpha_1 fp_{it} + \alpha_2 fi_{it} + \alpha_3 fbcf_{it} + \alpha_4 poa_{it} + \alpha_5 do_{it} + \alpha_6 apd_{it} \\ & + \alpha_7 sd_{it} + \alpha_8 inf_{it} + \alpha_9 sp_{it} + \alpha_{10} eg_{it} \\ & + \alpha_{11} corp_{it} + \alpha_{12} vr_{it} + \alpha_{13} al_{it} + \alpha_{14} mm_{it} + \varepsilon_{it} \end{aligned} \quad (5)$$

où α_0 est la constante, ($\alpha_1 \dots \alpha_{14}$) les paramètres à estimer, ε_{it} le terme d'erreur.

3.2. Source des données et description des variables

Les données sont essentiellement annuelles pour une période de (2004-2019) des 05 pays de l'Afrique de l'Ouest à savoir le Burkina Faso, la Cote d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo. Les données que nous utilisons sont issues de la base « *World Development Indicators* (WDI) » de la Banque mondiale à l'exception de la stabilité politique, de l'efficacité du gouvernement, de la corruption, de la voie et responsabilité, qui proviennent de la base de données de *Worldwide Governance Indicators* (WGI).

Le choix de ces pays est justifié par l'intégration régionale que ces pays entretiennent ensemble. Malgré que le Ghana n'appartienne pas à la zone franc CFA, plusieurs pays comme le Burkina Faso, la Togo, la Cote d'Ivoire bénéficient de son dynamisme économique et ses infrastructures pour faciliter les échanges commerciaux et les importations.

En plus d'être des pays voisins, ces pays possèdent des administrations douanières responsable de la fiscalité de porte et de direction fiscale pour la mobilisation de la fiscalité intérieure.

Les différentes variables pertinentes de cet article sont le taux de croissance du PIB, la fiscalité de porte et la fiscalité intérieure. Les variables de contrôles sont la population active, le degré d'ouverture, le service de la dette, l'aide publique au développement, l'inflation, la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement, la corruption, la voie et responsabilité, l'accès à électricité et la masse monétaire.

Le taux de croissance du PIB : représente l'évolution du produit intérieur Brut au cours d'une période donnée en pourcentage annuel. Plusieurs chercheurs ont tenté d'expliquer les différentes sources d'une croissance économique. Barro (1990), Lucas (1988) montrent que la fiscalité est un déterminant de la croissance.

La fiscalité de porte : La fiscalité de porte représente, l'impôt sur le commerce international.

La fiscalité intérieure : composée de la fiscalité indirecte intérieure (l'impôt sur les biens et services) et la fiscalité directe intérieure (l'impôt sur le revenu et profit). Stoilova (2017) démontre que les recettes fiscales créent des incitations pour soutenir la croissance. Par contre certains auteurs comme Ngoc et Arseneau (2012) ont prouvé que la fiscalité peut bloquer ou stimuler la croissance économique. Ces différentes contradictions montrent que le signe attendu de l'impact de la structure fiscale sur la croissance est indéterminé.

La formation brute du capital fixe : représente l'investissement public exprimé en pourcentage du PIB. L'OCDE (2016) fait remarquer que l'investissement est un facteur qui peut stimuler la croissance. Abou (2007) montre également l'effet positif de la formation brute du capital fixe sur la croissance. Ainsi le signe attendu est positif.

La population active : représente le nombre de personnes en âge (de 15 à 64 ans) de travailler disponibles sur le marché du travail et exprime en pourcentage de la population. Conformément au résultat de l'étude de Barro (1990), une hausse du capital, physique ou humain, entraîne une augmentation de la croissance économique. Le signe attendu est positif.

Le degré d'ouverture : est la somme des importations et exportations sur le PIB. Selon Chang et Mendy (2012), la libéralisation du commerce international conduit à une croissance. Par contre certains chercheurs comme Stiglitz (2004) stipule que l'ouverture commerciale n'est pas favorable pour les pays en voie de développement. Ces oppositions indiquent que le signe attendu est indéterminé.

L'aide publique au développement : représente les entrées nettes des aides publiques en pourcentage du PIB. Gupta (2007) a montré que l'aide étrangère affecte positivement la croissance économique. Le signe attendu est positif.

Le service de la dette : représentent les intérêts de la dette globale. Les intérêts qui découlent d'un prêt constituent une charge. D'où le signe attendu est négatif.

L'inflation : est le déflateur du PIB en pourcentage annuel. L'effet réel de l'inflation sur la croissance a suscité plusieurs débats. L'analyse néo-keynésienne et l'effet [Tobin \(1965\)](#) stipulent que l'inflation est un facteur nécessaire à la croissance. Par contre selon la vision classique et les monétaristes, l'inflation constitue un frein à la croissance. Ainsi, les chercheurs comme [Fischer \(1983\)](#) et [Barro \(1996\)](#) concluent une relation négative entre l'inflation et la croissance économique pour plusieurs pays en développement. Le signe attendu est indéterminé.

La stabilité politique : désigne la capacité d'un système politique à maintenir un ordre institutionnel dural, sans crises majeures ni changement brusques de régimes et exprime en pourcentage du PIB. Les chercheurs comme, [Zouaouia, et Kamel \(2024\)](#) ont montré que la stabilité politique un effet significatif et positif sur la performance économique de 81 pays en développement. Le signe attendu est positif.

L'efficacité du gouvernement : est la capacité à mettre en œuvre des politique publiques de manière optimale de manière à atteindre les objectifs fixés avec les ressources limités et est exprimée en pourcentage du PIB. Les chercheurs comme, [Zouaouia, et Kamel \(2024\)](#) ont démontré que l'efficacité gouvernementale, a un effet significatif et positif sur la performance économique de 81 pays en développement. Le signe attendu est positif.

La corruption : représente le niveau de pratique illégale. Elle est exprimée en pourcentage du PIB. Plusieurs auteurs se sont penchés sur l'analyse de cette variable sur la croissance. [Zouaouia, et Kamel \(2024\)](#) stipulent que la corruption exerce un impact négatif sur la performance économique de 81 pays en développement. Le signe attendu est négatif.

La voix et responsabilité : constitue les orientations stratégiques et l'engagement des décideurs à assurer une gestion efficace et équitables des ressources. Elle est exprimée en pourcentage du PIB. [Zouaouia, et Kamel \(2024\)](#) ont montré que la voie et responsabilité a un impact négatif sur la performance économique de 81 pays en développement. Le signe attendu est négatif.

L'accès à électricité : se réfère à la disponibilité et à la capacité des ménages et des structures d'acquérir de l'électricité pour divers besoins. Il s'exprime en % de la population. [Kone \(2023\)](#) a montré l'impact positif de l'accès à l'électrification sur la croissance économique de l'UEMOA. Le signe attendu est positif.

La masse monétaire : représenté la quantité totale de monnaie disponibles en % du PIB. Selon [Keynes \(1936\)](#) la politique monétaire seule ne suffit pas pour relancer une économie donc le signe attendu est indéterminé.

Tableau 1 : Variables, sources de données et signes attendus

Variables	Définitions des variables	Signes attendus	Source
Taux de croissance du PIB	Mesure l'évolution du PIB au cours d'une période à une autre en % annuel	-	WDI
Fiscalité de porte	Impôt sur le commerce international en % du revenu	Indéterminé	WDI
Fiscalité intérieure	Impôt sur les biens et service + impôt sur le revenu et profit en % du revenu	Indéterminé	WDI
Formation brute du capital fixe	Les investissements publics en % PIB	Positive	WDI
Population active	Nombre de personnes en âge de travailler disponibles sur le marché du travail.	Positive	WDI
Le degré d'ouverture	(Importation + exportation) en % PIB	Indéterminé	WDI
Aide publique au développement	Entrées nettes des aides reçues par habitants en dollars unités constants.	Positive	WDI
Service de la dette	Les intérêts de la dette public et garantie par l'Etat en dollars unités courants.	Négative	WDI
Inflation	Le déflateur du PIB en % annuel	Indéterminé	WDI
Stabilité politique	Agrégats de la gouvernance en % PIB	Positif	WGI
Efficacité du gouvernement	Agrégats de la gouvernance en % PIB	Positif	WGI
Corruption	Agrégats de la gouvernance en % PIB	Négatif	WGI
Voix et responsabilité	Agrégats de la gouvernance en % PIB	Négatif	WGI
Accès à électricité	Disponibilité et capacité aux ménages au structures d'acquérir de l'électricité pour divers besoins en% de la population.	Positif	WDI
Masse monétaire	Quantité totale de monnaie et de crédits disponibles en % du PIB	Indéterminé	WDI

Source : Auteurs sur la base de la littérature

4. Analyse et interprétation des résultats

Cette partie présente d'abord l'analyse descriptive, les tests économétriques et l'interprétation des résultats de l'étude de l'impact de la structure fiscale sur la croissance économique.

4.1. Analyse descriptive

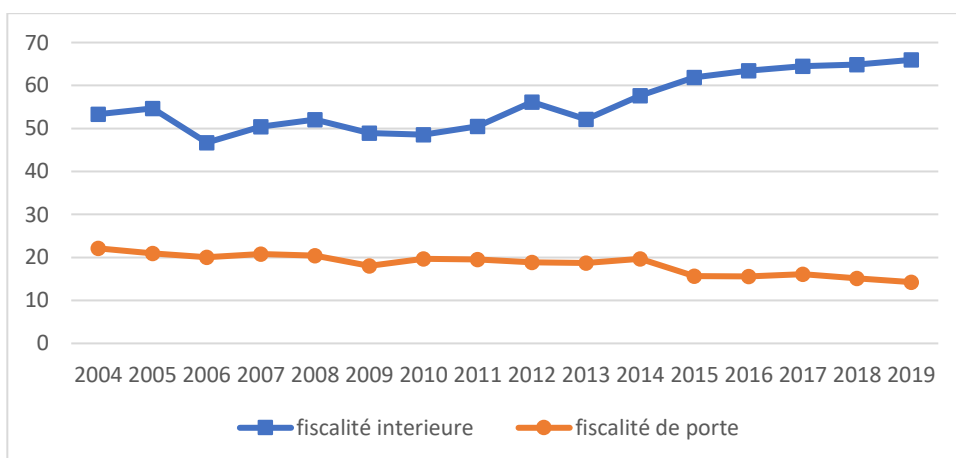
En moyenne la fiscalité intérieure montre une tendance générale à la hausse contrairement à la fiscalité de porte qui indique une diminution illustrant une réduction de l'impôt sur le commerce international au cours de la période 2004 -2019.

Concernant la fiscalité intérieure, son niveau le plus bas a été atteint en 2006 avec un taux de 46,76% tandis que la fiscalité de porte enregistrait un taux de 14,26% en 2019. Par ailleurs, les valeurs les plus élevées de la fiscalité intérieure ont atteint 65,97 % en 2019 contre 22,11% en 2004

La progression constante de la fiscalité intérieure peut s'expliquer par une meilleure gestion des impôts, une formalisation accrue de l'économie et des réformes fiscales visant à renforcer les ressources internes. En effet cet aspect positif de la mobilisation fiscale va permettre aux gouvernements de stabiliser leurs finances et en réduisant leur dépendance vis-à-vis de l'étranger.

La baisse de la fiscalité de porte quant à elle peut être le résultat des différents accords commerciaux qui régissent entre ces différents pays (par exemple la ZLECAF) ou le résultat des différents chocs économiques, sécuritaires dans le monde (covid 19, terrorismes etc.). Bien que cette baisse stimule le commerce, cela peut affecter les revenus publics, nécessitant une compensation par d'autres sources de revenu.

Graphique 1 : Evolution de la moyenne de la structure fiscale en Afrique l'Ouest



Source : Réalisé à partir des données de WDI

L'analyse des indicateurs économiques du tableau 2 relève plusieurs tendances majeures qui peuvent influencer le dynamisme économique des pays concernés.

L'économie observée présente une croissance irrégulière avec une moyenne de 3,41% mais des variations marquées allant de -7,11% à 11,30%.

La fiscalité intérieure joue un rôle important comparativement à la fiscalité de porte. L'apport de la fiscalité intérieure sur le revenu s'élève en moyenne 34,82% pour l'impôt sur les biens et services, 20,91% de l'impôt sur les revenu et profits contre 18,47% pour la fiscalité de porte.

L'investissement public mesurer par la formation brute du capital fixe atteint 19,81%, ce qui montre une volonté de renforcer le développement économique bien que ce niveau reste insuffisant pour assurer une progression soutenue.

Le taux de la population active fluctue entre 58,77% et 75,55% avec une moyenne de 67,74%. Ces différents taux élevés montrent un marché de travail dynamique.

Le taux du degré d'ouverture économique est en moyenne 65,53 % avec un pic à 112,76% relevant une forte intégration aux échanges internationaux.

L'aide publique au développement est en moyenne 52,10% relevant une forte dépendance aux financement internationaux pour soutenir l'économie. Elle fluctue entre 4,81% et 132,133%.

Le taux moyen de la variable inflation est 6,77% soit une variation minimum de -2,50% et maximum de 80,75%. Ce fort taux de l'inflation peut nuire au pouvoir d'achat et aux investissements.

Le service de la dette représente 4,67% avec des pics de 18,58%. Ce qui peut peser sur les budgets nationaux et limiter les investissements publics.

Les faibles moyennes en stabilité politique 0,24% et en efficacité gouvernementale 0,18% montrent des défis en matière de gestion public.

Le niveau moyen de la corruption est de 0,15%. Le plus bas niveau est de 0,12% et le plus élevée 0,22%.

La proportion moyenne de la population bénéficiant de l'énergie électrique est 41,78 avec un minimum de 10,70% et un maximum de 83,50 %.

Tableau 2 : Statistiques descriptives

Variables	Moyenne	Minimum	Maximum
Taux de croissance du PIB	3,40791	-7,109548	11,30007
Impôt sur le commerce international	18,47483	3,752334	49,56807
Impôt sur les biens et services	34,82133	15,34677	51,05242
Impôt sur les revenus et profits	20,91677	4,866976	42,49395
Formation brute du capital fixe	19,81781	11,76409	31,2773
Population active	67,74	58,772	75,551
Degré d'ouverture	65,53141	33,77972	112,761
Aide publique au développement	52,10495	4,81175	132,133
Service de la dette	4,666678	0,7171289	18,5777
Inflation	6,770158	-2,503357	80,75458
Stabilité politique	0,240625	0,2	0,32
Efficacité du gouvernement	0,17975	0,16	0,21
Corruption	0,152	0,12	0,22
Voix et responsabilité	0,125125	0,1	0,18
Accès à l'électricité	41,78625	10,7	83,5
Masse monétaire	26,9826	13,68774	44,20759
Nombre d'observation	80		
Nombre de pays	5		
Nombre d'années	16		

Source : Réalisé à partir des données de WDI et WGI

Le taux moyen de la masse monétaire représente 26,98% soit une altération de 13,68 % et 44,20 %.

4.2. Analyse économétrique

4.2.1. Résultat économétrique

L'estimation du modèle révèle les résultats suivants.

Tableau 3 : Résultat de l'estimation du modèle

Variables	FE	RE	PCSE	GLS
Impôt sur le commerce international	-0,0435167 (0,1089789)	0,1356424** (0,0616806)	0,1356424** (0,0597082)	0,1356424*** (0,0393771)
Impôt sur les biens et services	-0,1056196 (0,0713449)	-0,0465756 (0,073237)	-0,0465756 (0,0754549)	-0,0465756 (0,0648044)
Impôt sur le revenus et profits	-0,1048865 (0,0850209)	-0,0881706 (0,0842693)	-0,0881706 (0,0696107)	-0,0881706 (0,0903234)
La formation brute du capital fixe	-0,127253 (0,1117575)	0,0097334 (0,1189719)	0,0097334 (0,1066466)	0,0097334 (0,0732289)
Population active	0,8025981** (0,3093481)	0,2746701** (0,1293656)	0,2746701*** (0,1022653)	0,2746701*** (0,0583239)
Le degré d'ouverture	0,0800366* (0,0415244)	0,0057251 (0,033203)	0,0057251 (0,0258091)	0,0057251 (0,0421312)
Aide publique au de développement	0,0050146 (0,0183395)	-0,013444 (0,0198614)	-0,013444 (0,0195103)	-0,013444 (0,0124389)
Service de la dette	0,1370377 (0,137533)	0,2636771* (0,142286)	0,2636771** (0,1215039)	0,2636771*** (0,0588889)
L'inflation	0,036363 (0,0378313)	-0,0003017 (0,0367071)	-0,0003017 (0,0306317)	-0,0003017 (0,0227442)
Stabilité politique	-15,38276 (26,14287)	-13,80769 (28,54732)	-13,80769 (20,58729)	-13,80769 (19,36322)
Efficacité du gouvernement	14,08287 (36,33519)	19,19658 (40,97643)	19,19658 (30,72878)	19,19658 (34,49645)
Corruption	-70,31278 (54,15857)	-34,15647 (49,81798)	-34,15647 (39,96776)	-34,15647 (87,03719)
Voix et responsabilité	41,04427 (41,87543)	-42,21265 (40,71424)	-42,21265 (35,54911)	-42,21265 (29,55605)
Access à électricité	0,0758989 (0,0663341)	-0,0377332 (0,0367912)	-0,0377332 (0,0303101)	-0,0377332 (0,0306567)
Masse monétaire	0,0948388 (0,0735534)	0,1455942* (0,0791562)	0,1455942** (0,0621512)	0,1455942*** (0,0466707)
Nombre d'observation	80	80	80	80
R-carré	0,0722	0,3738	0,3738	0,3738
F-statistic	1,97			13403,17
Prob(F-statistic)	0,0327			0,0000
Wald chi2		38,20	78,63	
Prob (Wald chi2)		0,0008	0,0000	
Hausman test	18,21			
Prob (Hausman test)	0,0011			
Nombre de pays	5	5	5	5

*** significatif au seuil de 1% ; ** significatif au seuil de 5% ; * significatif au seuil de 10%.

Source : Réalisé à partir des données de WDI et WGI.

4.2.2. Discussion des résultats

Cette section consiste à interpréter les résultats et mettre en lien avec les autres études précédentes.

La fiscalité de porte est significative et a un effet positif sur la croissance économique. Cela traduit qu'une augmentation de 1 % l'impôt sur le commerce international entraînera une augmentation de 0,13 % du taux de croissance du PIB. Il en ressort qu'une augmentation de la fiscalité de porte constituerait un stimulant à l'économie traduisant ainsi la protection des entreprises locales. Cette assertion est soutenue par des auteurs comme [Gashi et al. \(2018\)](#) qui montrent que la fiscalité constitue un déterminant qui stimule l'économie.

La fiscalité intérieure n'est pas significative mais a un coefficient négatif sur la croissance économique. Ce résultat ne permet pas d'affirmer que la fiscalité intérieure agit sur la croissance économique. Autrement dit elle n'admet pas d'effet sur la croissance. Cette assertion confirme les recherches de l'étude de [Stoilova \(2023\)](#). Effet selon [Stoilova](#), les recettes fiscales directes et indirectes ont un effet positif sur la croissance économique.

La population active est significative sur la croissance économique et agit positivement. Cela traduit qu'une augmentation de 1 % de la population active entraînera une augmentation de 0,27% du taux de croissance. Ces résultats sont en parfait conformité avec l'analyse de [Barro \(1990\)](#) qui stipule que la population active constituerait un facteur positif à la croissance.

Le service de la dette affecte positivement la croissance économique et est significatif. Cela signifie qu'une augmentation de 1 % du service de la dette, se traduirait par une hausse de la croissance économique de 0,26%. Les résultats de l'étude de [Brema et Diallo \(2024\)](#) sont conformes à nos résultats, en ce sens qu'ils concluent sur les effets positifs de la dette sur la croissance économique au Mali.

La masse monétaire en % du PIB agit positivement et est significative sur la croissance économique. Cette assertion indique qu'une augmentation de 1% de la masse monétaire traduit par une augmentation de 0,14% de la croissance. Ce résultat ne rejette la théorie keynésienne (1936) du moment où la fiscalité de porte a des effets statistiquement significatifs et positifs aussi sur la croissance.

La formation brute du capital fixe n'est pas statistiquement significative mais agit de façon positive sur la croissance économique. Cette affirmation ne contredit pas les recherches de [Abdelbaki et al. \(2024\)](#). Ils stipulent que l'investissement public semble n'est pas avoir un effet direct sur la croissance économique

De même, le degré d'ouverture n'est pas statistiquement significatif mais a un coefficient positif sur la croissance économique. Ce résultat est contraire avec de nombreuses études comme [Béhanzin et Konte \(2021\)](#) ont montré que le degré d'ouverture a un impact

positif sur la croissance économique à un certain seuil c'est à dire lorsque le degré d'ouverture est inférieur à 61.2%.

L'aide publique au développement n'est pas statiquement significatif mais a un coefficient positif sur la croissance économique. Cette assertion est contraire à celle de [Béhanzin et Konte \(2021\)](#), qui ont montré que l'aide publique au développement a un effet significatif sur la croissance économique.

L'inflation n'est pas statiquement significative mais a un coefficient positif sur la croissance. En effet ce résultat est contraire à l'étude de [Dotsey et Sarte \(2000\)](#), qui soutiennent que l'inflation et la croissance sont positivement liées à court terme

Les agrégats de la gouvernance ne sont pas significatifs sur la croissance économique. Ces résultats sont contraires aux études de [Zouaouia et Kamel \(2024\)](#). Ils ont montré non seulement, que la stabilité politique, et l'efficacité gouvernementale, ont un effet significatif et positif mais aussi, que la corruption, la voix et responsabilité impactaient négativement sur la performance économique de 81 pays en développement.

5. Conclusion

L'objectif de cette étude était d'analyser l'impact de la structure fiscale sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest. Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé des données de panel de cinq pays de l'Afrique de l'Ouest sur la période 2004-2019. Les méthodes de régressions à correction d'erreur standard (PCSE) et Generalized Least Squares (GLS) ont été utilisées pour estimer les paramètres du modèle. Les résultats économétriques montrent que la fiscalité de porte a des effets statistiquement significatifs et positifs sur la croissance contrairement à la fiscalité intérieure qui n'est pas significative, par conséquent n'agit pas sur la croissance.

Quelques suggestions de politique économique découlent des résultats de notre analyse : les gouvernements peuvent apporter des réformes fiscales tout en augmentant les recettes fiscales à la porte et accroître la mobilisation des ressources des Etats.

6. Références bibliographiques

Abou, B, N (2007). Structure des dépenses publiques, Investissement privé et croissance économique dans les pays de l'UEMOA. *Document d'Etude et de Recherche*, N° DER/07/04, BCEAO.

Abdelbaki, N., Taghouti, Y ; Abidar, B. (2024). Analyse de la croissance économique au Maroc : quel rôle joue l'investissement privé, l'investissement public et l'emploi ? *Dossiers de recherches en économie et Management des organisations*, pp. 70- 88.

- Acosta-Ormaechea, S., Yoo, J. (2012). Tax Composition and Growth: A Broad Cross-Country Perspective. *IMF-Working-Papers*. 12/257.
- Balasoïu, N.; Chifu, I, & Oancea, M (2023). Impact of Direct Taxation on Economic Growth: Empirical Evidence Based on Panel Data Regression Analysis at the Level of Eu Countries, *Sustainability* 2023, 15, 7146. <https://doi.org/10.3390/su1509714>.
- Banque africaine de développement (2019). Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest, ISBN 978-9938-882-91-9 (imprimé) ISBN 978-9938-882-91-9 (électronique).
- Banque africaine de développement (2023). *Rapport semestriel de la Banque africaine de développement* 2023-2024.
- Banque Mondiale (2019). *Rapport de synthèse (2019), Etude sur la fiscalité en Afrique de l'Ouest*, Washington.
- Barro, R,(1996). Inflation and growth. *Federal Reserve Bank of St, Louis Review*, vol, 78, pp, 153-169.
- Barro, R, J, (1990). Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth. *Journal of Political Economy*, Vol, 98, pages 103–125.
- Béhanzin, T.D.T. & Konte, M A (2021). Impact de l'ouverture commerciale sur croissance économique, dans l'UEMOA. *Revue internationale des économistes de langue française*, vol, 6, n° 2. <https://doi.org/10.18559/RIELF.2021.2.5>
- Bracewell-Milnes B (1976). The camels' s back : an international comparison of tax burdens, Center for policy studies, London.
- Brema, C, ,, & Diallo, S,S (2024). Dette extérieure et croissance économique au Mali. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)* , 2 (2), 506-525, <https://doi.org/10.5281/zenodo.10970786>
- Chang, CC, & Mendy, M (2012). Croissance économique et ouverture en Afrique : Quelle est la relation empirique ? *Applied Economics Letter*,19,190-1907. <https://doi.org/10.1080/13504851.2012.676728>.
- Comité d'Elaboration de Validation Des Finances Publiques (2023). Tableau Des Operations Financières de l'Etat (TOFE) a fin mars 2023, Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (M, E, F, P), Burkina Faso.

- Dotsey, M & Sarte P, D (2000). Inflation uncertainty and growth in a cash-in-advance economy, *Journal of Monetary Economics*. vol. 45(3), pages 631-655, June.
- Engen, E, M & J, Skinner (1992). Fiscal Policy and Economic Growth. Fiscal Policy and Economic Growth, *NBER Working Paper Series* No4223.
<https://www.nber.org/papers/w4223> et <https://doi.org/10.3386/w4223>
- Fischer, S, (1983). Inflation and growth. *NBER Working Paper Series* No. 1235.
<https://www.nber.org/papers/w1235> et <https://doi.org/10.3386/w1235>
- Gashi, B , G, Asllami ,G& L, Boquolli (2018). The effet of Tax Structure in Economic Growth. *International Journal of Economics and Business Administration*. Volume VI, Issue 2, 2018, pp.56-67. <https://doi.org/10.35808/ijebe/157>
- Gupta, S A (2007). Determinants of Tax Revenue Efforts in Developing Countries'. *IMF Working Paper* WP/07/184.
- Keynes, M (1936). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, Paris, 1942.
- Kone, M. (2023). Access à l'électrification et croissance économique : Quelle réalité pour les pays de l'UEMOA. *Journal of Economics, Finance and Management* (JEFM), 2(4), 253–268. <https://doi.org/10.5281/zenodo.10252814>.
- Lucas, R, (1988). On the Mechanics of Economic Development, *Journal of Monetary Economics* [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)
- Mdanat, MF , Shotar, M, , Samawi, G, , Mulot, J, , Arabiyat, TS & Alzyadat, MA (2018). Structure fiscale et croissance économique en Jordanie. *EuroMed Journal of Business* , Vol. 3 n° 1, p, 102-127. <https://doi.org/10.1108/EMJB-11-2016-0030>
- Nantob, N. (2017). Taxation and Economic Growth in WAEMU Countries: An Empirical Investigation. *African Integration and Development Review*, Volume 10, pages 49-83.
- Neog, Y., Gaur, A.K. (2020). Tax structure and economic growth: a study of selected Indian states. *Economic Structures* 9, 38 <https://doi.org/10.1186/s40008-020-00215-3>
- Ngoc Ha Dao., Arseneau M. (2012). Le dosage des impôts et la croissance économique : des leçons pour le Québec, Université de Sherbrooke, 1-22.

OCDE (2009). Fiscalité et croissance économique, réformes économiques : objectif croissance, OCDE, 1 (5), 228.

Ogbonna, G, N., & Appah, E, (2012). "Impact of tax reforms and economic growth of Nigeria: A time series analysis," Current Research Journal of Social Sciences 4,(1) : 62-68.

OCDE (2016). Stronger growth remains inclusive: Urgent policy response is needed. Interim Economic Outlook, février.

Romer, P, M, (1986). Increasing Return and Long Run Growth. Journal of Political Economy, pp 1002-1037,

Stiglitz, IE (2004). *La grande désillusion*. Collection Fayard, Paris, p, 324.

Stoilova, DG (2023). L'impact de la structure fiscale sur la croissance économique : nouvelles données empiriques provenant d'Europe centrale et orientale. Journal de la reforme fiscal, volume 9, numéro 2 , 2023, pages 181 -196. <https://doi.org/10.15826/jtr.2023.9.2.136>

Stoilova, DG (2017). Structure fiscale et croissance économique : données probantes de l'Union européenne, Volume 62, numéro 3, juillet-septembre 2017, pages 1041-1057. <https://doi.org/10.1016/j.cya.2017.04.006>.

Tobin, J (1965). Money and Economic growth. *Econometrica*, volume 33, Issue 4, 671-684.

Zouaouia, C & Kamel, S M (2024). Le rôle des Institutions politiques dans le processus de croissance économique : justification théorique et application empirique aux PED. *Les Cahiers du MECAS* Volume 20, Numéro 2, Pages 168-179.

7. Remerciements

Nous adressons nos sincères remerciement au Professeur Relwendé Sawadogo, Maitre de conférences agrégé des facultés des sciences économiques pour nous avoir guidé et orienté dans la rédaction de cet article. Nous restons les seuls responsables des erreurs éventuelles contenues dans cet article.